

**TRAVAUX DE DEPLOIEMENT IRVE
PARKINGS CPAM PAU**

**LOT UNIQUE – ELECTRICITE
Courants forts – Courants faibles**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCAP**

**Marché à Procédure Adaptée (MAPA)
P2025 009**

Date et heure limites de réception des offres :

MERCREDI 10 SEPTEMBRE 2025 – 12H

1. Parties contractantes	3
2. Dispositions générales	3 à 4
2.1 <i>Objet du marché travaux</i>	
2.2 <i>Code CPV</i>	
2.3 <i>Mode de passation</i>	
2.4 <i>Allotissement</i>	
2.5 <i>Démarrage – Durée</i>	
2.6 <i>Travaux et/ou services similaires</i>	
3. Visite	4
4. Pièces constitutives du marché	5
5. Prix	5
6. Modalités de facturation et de règlement	5 à 6
6.1 <i>Modalités de facturation</i>	
6.2 <i>Modalités de règlement</i>	
7. Confidentialité – Protection des données personnelles	6 à 7
8. Dérogation au CCAG Travaux	8

1. PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

D'une part,

LE POUVOIR ADJUDICATEUR / MAITRE DE L'OUVRAGE :

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Pau Pyrénées

26 bis avenue des Lilas – 64 022 PAU CEDEX

Représentée par Véronique TOULOUSE en sa qualité de Directrice,
ci-après dénommée « **l'Organisme** »,

et d'autre part,

LE PRESTATAIRE TITULAIRE du marché dénommé « **le Titulaire** »

L'étude technique est réalisée par le maître d'œuvre qui assiste le maître de l'ouvrage :

Bureau d'Etudes Techniques Ingénierie Electrique

RESO

31, rue d'armagnac - Immeuble E1 SPACES - 33800 Bordeaux

Tél : 02.31.71.18.02 – contact@reso-ing.fr

2. DISPOSITIONS GENERALES

2.1 OBJET DU MARCHE TRAVAUX

Le présent marché de travaux a pour objet les travaux d'électricité courants forts et courants faibles prévus dans le cadre de la loi LOM pour le déploiement I.R.V.E. (Infrastructure de Recharge de Véhicules Electriques) sur le parking du Siège de la CPAM de Pau – 26 bis avenue des Lilas et sur le parking du personnel situé rue Tristan Derême à Pau.

2.2 CODE CPV

NOMENCLATURE CPV : 45300000

Pour effectuer la mission définie dans l'objet du marché, les candidats doivent posséder les compétences métier et certifications nécessaires à la bonne exécution des prestations.

2.3 MODE DE PASSATION

Le présent marché est établi en application de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité Sociale et aux dispositions du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un marché soumis aux dispositions du CCAG Travaux en vigueur au 1^{er} avril 2021

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application du Code de la Commande Publique

2.4. ALLOTISSEMENT

Il s'agit d'un marché non alloti du fait de son objet. L'allotissement en lots séparés risquerait de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations demandées.

2.5. DEMARRAGE - DUREE

Le marché démarrera à sa notification et doit être achevé au cours de l'exercice 2025

2.6 TRAVAUX ET/OU SERVICES SIMILAIRES

Des marchés de travaux qui ont pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché et exécutées par l'entrepreneur pourront lui être confiés en faisant application de la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables prévue à l'article R 2122-7 du code de la commande publique sous réserve toutefois que cette possibilité réponde aux exigences posées par ledit article, notamment que le recours à ce type de marché négocié ait été prévu dans le cadre de la procédure de passation du marché de travaux passé en premier.

En tout état de cause, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés pourront être conclus ne pourra pas dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

3. VISITE

Une visite du site concerné est OBLIGATOIRE avant la remise de l'offre. Une attestation de visite sera remise au candidat et sera à joindre à l'offre.

Les candidats devront planifier une visite du site en contactant :

Charles Da Costa, Responsable Logistique

☎ : 07.78.68.73.20 - Mail : charles.da-costa-lima@assurance-maladie.fr

ou

Fanny Goulot

☎ : 07.78.68.73.23 - Mail : fanny.goulot@assurance-maladie.fr

4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant et par dérogation au CCAG Travaux :

PIECES PARTICULIERES

- L'acte d'engagement (AE)
- Le cadre de décomposition des prix global et forfaitaire (CDPGF)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses 4 annexes
- L'offre technique du titulaire

PIECE GENERALE (non jointe)

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Travaux en vigueur au 01.04.2021

5. PRIX

Les prix, contractuels et conformes à l'Acte d'Engagement et DPGF, sont forfaitaires et définitifs.

Le prix comprend tous les ouvrages et équipements nécessaires au parfait achèvement des travaux et toutes les sujétions accessoires, nécessaires au parfait achèvement des travaux.

Le titulaire est réputé avoir parfaitement pris connaissance des documents du marché, des installations, du lieu, des prestations à effectuer. Le titulaire ne pourra par la suite déclarer ignorer les données relatives aux prestations à réaliser.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois d'établissement des prix (« mois zéro ») qui est pour le présent marché celui de la date limite de remise de l'offre.

Le prix fait l'objet d'un critère de sélection (cf Règlement de Consultation)

6 – MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT

6.1 MODALITES DE FACTURATION

Le comptable assignataire chargé du paiement des factures est le Directeur Comptable et Financier de l'Organisme.

L'ordonnateur chargé d'émettre les ordres de paiement est le Directeur de l'Organisme.

Le titulaire devra posséder un compte ouvert à son nom. Les modifications d'établissement bancaire en cours de marché doivent obligatoirement faire l'objet d'une correspondance auprès de l'Organisme.

Le Titulaire produira un RIB original émanant de son établissement bancaire en accompagnement de la première facture.

Les factures sont à libeller à l'attention de :

CPAM PAU
Service Achats Marchés
64000 PAU

Elles seront transmises par voie dématérialisée sur le portail Chorus Pro depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro-gouv.fr>

et devront comporter les informations suivantes :

- N° de marché
- N° de SIRET du maître d'ouvrage : 782 357 156 000 77
(pas de numéro de service)

6.2 MODALITES DE REGLEMENT

Le mode de règlement est le virement sous 30 jours maximum à partir de la date de réception à la CPAM de la facture, conformément au délai global de paiement en application de l'article R2192-10 du Code de la Commande Publique.

Ce délai peut être suspendu une fois, si la facture reçue n'est pas conforme aux spécificités du marché, sous réserve de le notifier par écrit (Code de la Commande Publique)

En cas de dépassement des délais, il sera appliqué des intérêts moratoires selon les dispositions du Code de la Commande publique.

7. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

- **Conformité informatique et libertés et protection des données personnelles**

L'exécution du présent marché pourrait engager le traitement de données à caractère personnel.

En l'espèce, les Parties à la présente convention s'engagent à respecter, en ce qui les concerne, les dispositions du Règlement (UE) 2016-679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et celles de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Si l'évolution du marché engage le traitement de données à caractère personnel au sens de l'article du RGPD, les Parties s'engagent à annexer au présent marché toute la documentation nécessaire à la description du traitement et aux obligations liées au RGPD et à la loi Informatique et Libertés au sein du PAQ.

- **Responsabilité des Parties**

L'exécution du marché pourrait placer le Titulaire dans une situation de sous-traitance vis-à-vis des organismes

Est qualifiée de « sous-traitant », au sens de l'article 4 du RGPD, « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement ». Le sous-traitant est autorisé à traiter les seules données à caractère personnel nécessaires pour la mise en œuvre des actions qui lui ont été confiées par l'organisme.

Chaque des parties, s'engage à communiquer les coordonnées de contact de son délégué à la protection des données (DPO) et à tenir à jour la documentation nécessaire à la preuve de la conformité du traitement (registre des traitements, étude d'impact si nécessaire).

- **Engagement de chacune des Parties :**

Ainsi, le Titulaire s'engage à :

- ✓ Prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD (exemple : niveau de sécurité adapté, afin de garantir l'intégrité ou la confidentialité des données ; Article 32 du RGPD) et garantisse la protection des droits des personnes
- ✓ Ne traiter les informations que conformément aux instructions des organismes, y compris en ce qui concerne les transferts de données en dehors de l'Union Européenne (si la Cpm l'y a préalablement autorisé) ;

- ✓ Veiller, à ce que le personnel traitant les données soit tenu à la confidentialité ou soit soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- ✓ Apporter de l'aide à l'organisme, en fonction de la nature du traitement, pour qu'il s'acquitte de l'ensemble de ses obligations (obligations vis-à-vis des droits des personnes concernées, de la sécurité du traitement, etc....) ;
- ✓ Prendre toutes les mesures informatiques nécessaires assurant une protection adéquate des données traitées pour le compte de l'organisme.
- ✓ Mettre à disposition de l'organisme toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections et contribuer à ces audits ;
- ✓ Informer au plus tard dans les 48 heures l'organisme de toute suspicion de violation de données à caractère personnel accidentelle ou non et de tout manquement à la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel ;
- ✓ Notifier à l'organisme, toute violation de données traitées pour son compte dans les 48 heures après en avoir pris connaissance afin qu'il puisse respecter ses obligations (Article 33 RGPD);
- ✓ Tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte de l'organisme (Article 30.2 RGPD).

Dans l'hypothèse où le Titulaire aurait lui-même recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions que l'organisme lui aurait confiées, et sous réserve qu'il l'ait préalablement et formellement autorisé, l'organisme rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Le Titulaire demeure cependant pleinement responsable de l'inexécution de leurs obligations.

L'organisme s'engage à :

- ✓ Fournir toute la documentation nécessaire à l'exercice de la mission déléguée au Titulaire
- ✓ Informer le Titulaire de toute information pouvant impacter sa mission
- ✓ Faire évoluer la relation partenariale en fonction des besoins et des bonnes pratiques identifiées.

Ces dispositions ne remettent aucunement en cause l'ensemble des obligations contractuelles spécifiées au sein du marché qui lie le Titulaire à l'organisme et notamment celles relatives :

- ✓ au sort des données que traite le Titulaire pour le compte de la Cpam (suppression, destruction, retransmission de ces données) ;
- ✓ aux règles relatives à la confidentialité ;
- ✓ aux conditions de sécurité précisées au sein d'un plan d'assurance sécurité (PAS).

Ainsi, sur demande de l'organisme, le Titulaire doit être en mesure de fournir l'avancée des mesures mises en place afin de se conformer à cette réglementation ainsi que les coordonnées du délégué à la protection des données (DPO) (Article. 37 RGPD).

8. DEROGATION AU CCAG TRAVAUX

L'article 4 – Pièces constitutives du marché - déroge au CCAG TRAVAUX